

Le Bureau de la traduction sera revalorisé

Les effectifs avaient été réduits considérablement sous le règne conservateur

HÉLÈNE BUZZETTI

Correspondante parlementaire
à Ottawa

Ottawa donne un coup de barre en matière de bilinguisme. Le gouvernement de Justin Trudeau a rectifié le tir jeudi en annonçant qu'une « nouvelle ère » allait débiter au Bureau de la traduction. L'embauche reprendra et la qualité sera replacée en tête des priorités de l'organisme.

Le Bureau de la traduction est une sorte d'entreprise au sein du gouvernement fédéral. Il regroupe traducteurs, interprètes et terminologues, tous des fonctionnaires dont les services sont vendus aux autres ministères. Le moral au sein du Bureau est au plus bas depuis quelques années, ayant perdu en quatre ans le quart de ses effectifs, soit 450 employés.

La ministre responsable des Services publics et de l'Approvisionnement, de qui relève le Bu-

reau, Judy Foote, annonce un virage. « Je prends l'engagement de renouveler le Bureau de la traduction pour en faire un centre d'excellence, prêt à embrasser l'innovation, à adopter de nouvelles pratiques et à recruter les meilleurs diplômés », a-t-elle déclaré jeudi en comité parlementaire.

Au nombre des mesures prises, Ottawa s'engage à recruter au minimum 50 étudiants en techniques langagières par année au cours des cinq prochaines années, question d'assurer la relève. La ministre Foote crée aussi un nouveau poste de dirigeant principal de la qualité.

La qualité était effectivement au cœur des préoccupations des employés, le Bureau semblant placer la rentabilité en tête de ses priorités. Ainsi, il s'apprêtait à mettre en place un nouveau système d'attribution de contrats d'interprétation ponctuels basé seulement sur le prix. Les interprètes faisaient valoir que chacun développe une expertise pointue pour certains sujets et que les contrats devraient être attri-

bués en fonction des sujets discutés aux conférences nécessitant de l'interprétation. La ministre Foote se range à cet argument et annonce que le système n'entrera pas en vigueur.

La ministre s'est vantée de l'embauche de 19 personnes au cours de la dernière année, alors qu'il était au départ prévu de retrancher une trentaine d'employés. Le député néodémocrate François Choquette s'est réjoui de l'annonce, mais il a encore des préoccupations. Il rappelle que le plan initial prévoit la perte de 140 autres employés par attrition en 2017-2018. En comité, la ministre ne s'est pas engagée à remplacer ces gens, se contentant de dire qu'elle laissera au nouveau président (dont le processus de recrutement est en cours) le soin de revoir le plan des effectifs. « La réponse va dans le bon sens, mais il y a encore des progrès à faire. »

Le Devoir